

Révoqué puis
démissionné :

**Carlo's
Gone**

l'étincelle

Un salaire de 3,8 M€ à
Michelin en hausse de 15%
**Quand Senard fait
du social...**

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 29 janvier 2019

Des hauts et débats

Décidément rien ne marche pour faire rentrer les Gilets jaunes dans le rang. Après la série de meetings de Macron prenant des airs de campagne électorale, quelques milliers de ses partisans ont tenté une opération « Foulards rouges » en scandant des slogans en soutien à la police et pour le rétablissement de « l'ordre républicain ». Pas de quoi changer la donne. Reste le « Grand débat » dans lequel Macron a entraîné des maires, des politiciens de gauche ou de droite comme Wauquiez, mais pas les Gilets jaunes pas dupes de la manœuvre.

Macron est allé jusqu'à envoyer sa secrétaire d'État à l'égalité hommes-femmes, Marlène Schiappa, chez Cyril Hanouna. Animateur de « Touche pas à mon poste » sur C8, le présentateur vedette chez les ados est ciblé par de nombreuses plaintes pour sexisme et homophobie. Mais il a une large audience et c'est ce qui manque à Macron.

Les Gilets jaunes ne lâchent rien

Mais le mouvement des Gilets jaunes tient le coup et s'est même ancré dans le paysage au rythme des manifestations du samedi, puisque le gouvernement n'a rien lâché sur les revendications. Alors qu'ils luttent contre la vie chère, les bas salaires et la galère quotidienne, Macron et Édouard Philippe envisagent comme issue potentielle du Grand débat l'aménagement de la limitation à 80 km/h sur les routes départementales...

Les Gilets jaunes se battent pour leur avenir, pour vivre et ne plus survivre. Des dizaines de milliers de personnes sont déterminées à tenir face au gouvernement en manifestant le week-end. Sans compter la majorité de la population, selon les sondages, qui soutient la lutte des Gilets jaunes sans encore descendre dans la rue.

Pour tenter d'affaiblir le mouvement, le gouvernement cherche à faire peur en envoyant la police tirer au flash-ball sur les manifestants, avec les blessures graves qui s'ensuivent. Mais malgré les manœuvres d'intimidation, la loi « anti-casseurs » de Castaner, le bras de fer contre Macron se poursuit.

Le week-end des 26 et 27 janvier, dans la petite ville de Commercy, dans la Meuse, des Gilets jaunes d'une centaine de villes se sont réunis en une « Assemblée des assemblées » pour un grand débat sur leurs propres revendications et leurs

perspectives. L'initiative devrait avoir une suite. D'autant qu'elle se fait l'écho de l'appel à étendre la mobilisation aux entreprises.

Le 5 février dans les entreprises

Les syndicats CGT et Solidaires appellent à faire grève et à manifester le 5 février. Certains groupes de Gilets jaunes ont répondu à l'appel et ont eux aussi lancé le mot d'ordre de grève, et même de grève illimitée. Après l'acte 12 de samedi prochain, il y aura donc un acte 12 bis, le mardi suivant.

Cette journée de grève est l'occasion de lancer la lutte des Gilets jaunes sur les lieux de travail.

Depuis le début, des travailleurs et des militants syndicaux se sont joints au mouvement, car ils se sentent solidaires de sa détermination et de ses revendications. De l'autre côté, ceux qui ont pris l'habitude d'aller sur les ronds-points ou de manifester le samedi pourraient enfilez, en semaine, le gilet jaune avec leurs collègues.

Pour l'augmentation des salaires, mais aussi pour toutes les revendications du monde du travail. Passer à la grève dans les entreprises permettra d'accentuer la pression sur tous ceux qui s'enrichissent de notre travail. Selon le rapport de l'ONG Oxfam, les 26 milliardaires les plus riches de la planète possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Et ce fossé ne fait que s'accentuer.

Pour réussir ce 5 février et passer à l'offensive, il faudra préparer cette mobilisation à la base. Les Gilets jaunes n'ont pas attendu de directives venues d'en haut pour se mettre en mouvement. Leur détermination a semé la panique au gouvernement. C'est le moment, avec eux, tous ensemble, de passer à la contre-offensive.

Vraiment mieux ? Télé la question...

Promis pour fin 2018, le nouvel accord sur le télétravail se fait attendre. Pour rassurer ceux qui font déjà du télétravail, la direction promet qu'ils pourront continuer à télé-travailler plus de deux jours par semaine (le nouvel accord est limité à 2 jours, sauf dérogation, et permet à la hiérarchie de modifier au pied levé leur positionnement). Quant aux primes, les nouveaux télétravailleurs n'y auront pas droit. Pour ceux qui les touchaient, elles sont transformées en « Garantie accessoire », qui disparaîtra avec les augmentations de salaire. Mais juré, le nouvel accord est mieux que l'ancien !

Nos Augmentations Oubliées

Deux réunions de NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) sont prévues mardi 29 janvier et vendredi 15 février. La direction centrale va-t-elle faire comme d'habitude son coup de la crise, avec cette année le départ de Ghosn, les tensions dans l'Alliance, les incertitudes du marché automobile... ? Il y a toujours un prétexte pour justifier des mesures salariales au rabais (sauf pour les hauts dirigeants). Les négociations sont obligatoires, mais leur résultat n'est pas garanti. Pour obtenir des augmentations de salaires, il faudra montrer son mécontentement.

Bêtes à Korn

L'enquête salariés est de retour ! C'est désormais l'enquête Horn. La société de conseil en management Hay, qui nous assène habituellement son questionnaire, a été rachetée par Korn Ferry. Mais à part le nom, pas de gros changements : ce sont les mêmes questions et les mêmes déclarations d'autosatisfaction de la direction qui en sortiront. Sur son site, Korn Ferry annonce la couleur : « *l'exécution de votre stratégie passe par l'adhésion de tous vos collaborateurs* ». Un débat à sens unique.

Alerte enlèvement

Nombre de prestataires qui travaillent au Technocentre sont toujours sans nouvelle de la prime Gilets Jaunes de 1000 € défiscalisés. Il va falloir lancer un vaste plan de recherches pour exiger sa distribution au plus vite.

L'argent fait le Baueur

Médiapart a dévoilé que RNBV, le holding hollandais créé par Ghosn pour gérer l'Alliance, a largement financé Alain Bauer, un intermédiaire très connu entre les milieux d'affaires et la classe politique. Ses missions rémunérées 280 000 € par an par RNBV concernaient la « *sécurité du groupe* » et la mise en place d'un « *dispositif éthique* ». On a vu le résultat. En tout cas, l'éthique ça rapporte !

Ethique de langage

Depuis des années la direction nous abreuve de recommandations « éthiques », multiplie les formations sur le sujet, les chartes et les règlements concernant les relations avec les prestataires et les fournisseurs. Elle n'hésite pas non plus à sanctionner des salariés qui « optimisent » leurs frais de mission ou utilisent des voitures de fonction à des fins personnelles. En revanche côté direction, c'est l'opacité totale. Les affaires éclatent grâce à la presse. Les certifications de grands cabinets d'audit, la présence d'administrateurs salariés et la transparence affichée, c'est pour la galerie.

Impôt de départ

Après des semaines de suspense, Carlos Ghosn a fini par démissionner de la présidence de Renault. Se pose désormais la question de ses indemnités de départ qui pourraient s'élever jusqu'à 30 millions d'euros. Avec tout l'argent qu'il a déjà amassé, ce serait un comble. Un comité des rémunérations, où il compte toujours de très bons amis, doit déterminer la somme exacte avant le mois de juin. Et si Ghosn commençait plutôt à payer les impôts auxquels il a échappé en se résidant au Pays-Bas ?

The Vigilant

Ghosn doit avoir de quoi méditer sur l'amitié. À l'exception de la justice japonaise, tout le monde l'a lâché ! La palme de l'hypocrisie revient au ministre de l'économie Bruno Le Maire qui après avoir louangé sur tous les tons le patron de Renault et défendu sa « *présomption d'innocence* » a lui-même annoncé la démission de Ghosn, puis annoncé qu'il ferait preuve d'une « *grande vigilance* » au sujet du montant de ses indemnités de départ. Dommage qu'il n'ait pas appliqué cette vigilance quand Ghosn fraudait le fisc français.

Senard et la manière

Bruno Le Maire a fait activement campagne pour que ce soit Jean-Dominique Senard, l'actuel patron de Michelin, qui remplace Carlos Ghosn. La plupart des médias le présentent comme un « *patron social* », véritable « *anti-Carlos Ghosn* » qui prônerait le dialogue social et un « *capitalisme apaisé* ». En réalité, son CV a de quoi plaire aux actionnaires : suppression de 730 emplois sur le site de Joué-les-Tours en 2013, fermeture programmée de l'usine de Dundee (Écosse) en 2020, plan de départs volontaires de 970 personnes à Clermont-Ferrand, sans parler de son passé quand il « *restructurait* » Pêchiney... Senard déclarait en février 2017 : « *Ne demandez jamais à un chef d'entreprise s'il va fermer des usines parce que s'il vous répond "non, jamais", c'est un mensonge* ». Nous voilà prévenus.